



# ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

## Mesures pour lutter contre la crise économique

Question au Gouvernement n° 3056

### Texte de la question

#### MESURES POUR LUTTER CONTRE LA CRISE ÉCONOMIQUE

**M. le président.** La parole est à Mme Valérie Rabault.

**Mme Valérie Rabault.** Monsieur le Premier ministre, ce matin, le ministre de l'économie et des finances a indiqué s'attendre à une chute du PIB de 11 % pour l'année 2020.

**M. Fabien Di Filippo.** Rien que ça !

**Mme Valérie Rabault.** En d'autres termes, votre Gouvernement prévoit que l'économie française ne retrouvera pas son niveau d'avant la crise avant décembre 2020, voire janvier 2021.

Monsieur le Premier ministre, vous devez mettre cartes sur table : anticipez-vous un retour au niveau d'avant la crise en décembre 2020 voire en janvier 2021 ?

Si oui, entrons dans le vif du sujet, quels sont les secteurs pour lesquels vous estimez qu'un redémarrage n'est pas envisageable à ce stade et qu'ils ne seront pas au rendez-vous en décembre 2020 ? (*M. Boris Vallaud applaudit.*)

**M. Patrick Hetzel.** Très bonne question !

**M. le président.** La parole est à M. le Premier ministre.

**M. Édouard Philippe, Premier ministre.** J'avoue très humblement ne pas être certain, malgré mon attention, et veuillez m'en excuser, d'avoir compris le sens de votre question...

**M. Hervé Berville.** Vous n'êtes pas le seul !

**M. Édouard Philippe, Premier ministre.** J'essaie néanmoins de répondre à ce que j'entrevois de votre question.

Oui, nous allons connaître – nous connaissons déjà – un ralentissement économique massif. Convenez avec moi, madame Rabault, que je n'ai jamais fait mystère de ce que le choc serait massif. Je l'ai toujours dit, pas de gaieté de cœur, vous vous en doutez, mais je l'ai toujours dit parce que, de toute évidence, lorsque vous interrompez aussi massivement la production et la consommation, lorsque la moitié de l'humanité se trouve confinée, le cycle normal des achats, de la production et des échanges se trouve entravé, et donc la réduction de la création de richesses est aussi importante que préoccupante par ses effets. Nous y sommes. Dans de nombreux pays, on observe une décroissance, momentanée je l'espère – je ne fais pas partie de ceux qui

pensent que la décroissance serait la solution...

**M. Julien Aubert.** Contrairement à certains dans votre majorité !

**M. Jean-Paul Lecoq.** Développez donc, monsieur le Premier ministre !

**M. Édouard Philippe, Premier ministre . . .**et, à mon avis, vous non plus ; c'est une opinion respectable mais qui est plus répandue lorsque la croissance est rapide ; lorsque la décroissance est là, on mesure ses nombreux inconvénients, mais passons. *(MM. Jean-Pierre Cubertafoin et Brahim Hammouche applaudissent.)*

**M. Fabien Di Filippo.** La majorité n'applaudit pas !

**M. Édouard Philippe, Premier ministre .** Nous voulons faire en sorte que le choc subi par notre économie, par l'ensemble des économies européenne et mondiale soit le plus limité possible pour défendre l'emploi, pour assurer à nos concitoyens de ne pas vivre plus mal demain qu'ils ne vivaient hier.

Je ne sais pas dire, madame Rabault, quel sera l'impact de cette décroissance momentanée. Je vois les chiffres : certains prévoient une chute de 11 % du PIB, d'autres de 10 %, d'autres encore de 12 %... J'ai avec les prévisionnistes économiques une relation empreinte d'un grand respect mais aussi de distance, parce que, comme le disait le sage, la prévision économique est toujours plus facile après coup – il est vrai qu'on se trompe moins après coup.

Je ne sais pas quel sera l'impact sur la croissance des événements sanitaires que nous avons connus, mais, de toute évidence, celui-ci sera massif.

L'objectif du Gouvernement est d'absorber le plus rapidement ce choc. Les économistes vous parlent d'impact en V, de courbe en L, de courbe en U. Tout cela est admirable, mais nous devons tout faire pour que l'attractivité économique du pays, les investissements et la consommation puissent repartir.

Puisque nous avons besoin d'une forte incitation publique pour favoriser cette reprise, celle-ci doit être stimulée par des mesures auxquelles nous croyons : un investissement plus vert qu'il n'était ; une consommation, dans toute la mesure du possible, plus responsable qu'elle n'était ;...

**M. Sébastien Jumel.** C'est le retour de l'État providence ?

**M. Édouard Philippe, Premier ministre . . .**une économie plus compétitive encore qu'elle ne l'était, pas au prix de reniements mais parce que nous savons y attirer des talents, de l'investissement, du capital – oui, du capital –, et offrir de la formation et de la compétence.

Tel est notre défi, et nous verrons si nous réussissons à faire en sorte que la courbe soit le plus en V possible. Je ne ferai pas de pari sur la forme de la courbe ni sur la rapidité avec laquelle nous remonterons la pente. Les plans sectoriels annoncés sont massifs afin précisément de limiter autant que possible l'impact de la crise dans le temps, de faire repartir la France de l'avant et de renouer, madame Rabault – je le dis non pas avec autosatisfaction mais avec un certain plaisir pour le pays –, avec trois années au cours desquelles la croissance et la création d'emplois étaient fortes,...

**M. Pierre Cordier.** Vous exagérez !

**M. Édouard Philippe, Premier ministre . . .**la diminution du chômage était régulière, l'attractivité du territoire était grande, et les investissements étrangers se développaient.

Si nous pouvons renouer avec ces résultats, notre pays ira forcément mieux. *(Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes LaREM et Agir ens.)*

**M. Pierre Cordier.** C'était le paradis terrestre, à vous entendre !

**M. le président.** La parole est à Mme Valérie Rabault.

**Mme Valérie Rabault.** Nous avons besoin d'une vision affinée, secteur par secteur.

Le moteur de l'économie française, c'est 60 % de consommation, 20 % d'investissement et 20 % d'exportations. Pour ce qui est des exportations, ce sera compliqué. En matière de consommation, le Gouvernement n'a pas répondu aux Français. Le ministre de l'économie et des finances s'est concentré uniquement sur une politique de l'offre. Or, si vous voulez redémarrer la machine économique, il faut que la consommation reparte dans notre pays.

Nous vous avons proposé la création d'une aide de 300 euros par mois, majorée de 100 euros par enfant, pour les familles aux plus bas revenus. Vous l'avez refusée. Le Gouvernement a également dit non à la prime climat défendue par Boris Vallaud et Jean-Louis Bricout. Nous vous avons proposé un vrai chèque vacances entre 300 et 700 euros – le secteur du tourisme a besoin de vacanciers (*M. Julien Aubert applaudit*) – auquel vous n'avez pas donné de suite concrète.

**M. Fabien Di Filippo.** Qui le paiera ?

**Mme Valérie Rabault.** C'est ce dont nous avons besoin immédiatement, sinon l'économie française – je ne sais si ce sera selon une courbe en V, en forme de racine carrée ou autre – ne retrouvera pas son niveau d'avant la crise avant décembre 2020 ou janvier 2021 voire après. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SOC.*)

## Données clés

**Auteur :** [Mme Valérie Rabault](#)

**Circonscription :** Tarn-et-Garonne (1<sup>re</sup> circonscription) - Socialistes et apparentés

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 3056

**Rubrique :** Emploi et activité

**Ministère interrogé :** Premier ministre

**Ministère attributaire :** Premier ministre

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le :** [3 juin 2020](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [3 juin 2020](#)